



APPEL DU CONGRÈS DE LA CGT ÉDUC'ACTION 23 MAI 2025

Notre congrès s'achève dans un contexte toujours plus inquiétant : alors que la situation écologique appelle urgentement à renverser le capitalisme on assiste à une fuite en avant mortifère. **La CGT Educ'action affirme qu'il est essentiel de lier l'urgence écologique et l'urgence sociale et décide donc de rejoindre l'Alliance Écologique et Sociale (AES)** pour construire de véritables alternatives pour les populations.

Poussée par les capitalistes, la fascisation s'étend en France, en Europe comme ailleurs. La montée des extrêmes droites est, pour les travailleur·euses et leur organisation, une menace supplémentaire. Elle favorise la brutalisation des conflits déjà à l'œuvre et le déclenchement de nouvelles guerres impérialistes.

En Palestine, un génocide est mené par le gouvernement israélien avec l'assentiment des autres puissances, malgré les mobilisations populaires. Nous réaffirmons notre total soutien au peuple palestinien et l'urgence de tout mettre en œuvre pour que cesse ce massacre de masse par les bombes et la famine. Cela passe par la **reconnaissance de l'existence d'un état palestinien dans le cadre de son autodétermination**. La multiplication des conflits armés sert de prétexte à une idéologie militariste et une économie de guerre visant à faire taire les contestations sociales tout en imposant austérité et démantèlement des services publics. Lutte des classes ! Paix entre les peuples !

Nous affirmons **notre soutien à notre collègue de l'académie de Dijon**, visée par une procédure disciplinaire au motif d'avoir permis une minute de silence en hommage aux victimes civiles des bombardements à Gaza à la fin de son cours.

La France mène en outre une politique sécuritaire ouvertement raciste et islamophobe qui favorise les passages à l'acte, dont l'assassinat d'Aboubakar Cissé est un tragique exemple. Elle réprime les oppositions : dissolution de la Jeune Garde et d'Urgence Palestine, répression des militant·es d'organisations syndicales, politiques et associatives... Aussi, **nous exigeons l'abandon des politiques répressives et la libération des prisonniers politiques kanaks, sans oublier Georges Ibrahim Abdallah emprisonné depuis plus de 40 ans**.

La chasse aux sans-papier se renforce, avec ses violents effets sur les élèves, notamment mineur·es non accompagné·es. La CGT Educ'action est partie prenante des campagnes intersyndicales et associatives pour protéger les enfants et leur famille. Elle appelle à **construire en juin une journée nationale de mobilisation avec les collectifs de sans-papiers**.

Malgré un gain de visibilité, les violences sexistes et sexuelles à l'égard des femmes, des enfants et des personnes LGBTQIA+ restent systémiques. **La CGT Educ'action, syndicat féministe, combat les VSS et le système patriarcal. Notre organisation dénonce l'instrumentalisation islamophobe de la laïcité qui stigmatise et discrimine les femmes voilées.**

Les scandales Stanislas et Betharram ont montré le besoin d'une prise en compte réelle des violences à l'École, en particulier dans le privé. Le silence coupable qui les entoure et **les mensonges de François Bayrou sont inacceptables. Ce dernier doit démissionner.**

La CGT Educ'action revendique la nationalisation immédiate de l'enseignement privé sans indemnisation ni rachat. Nous rappelons notre revendication d'un grand service public d'Éducation.

Quant à L'École publique, elle brutalise les personnels, et à terme les élèves, par un système de violences institutionnelles ; la concurrence et l'austérité (hausse des effectifs par classe, perte de déboublements, non remplacements, fermetures de classe, école « inclusive » sans véritables moyens...) sont facteurs de mal être pour les élèves, et de perte de sens pour les travailleur·euses. L'idéologie du retour à l'ordre (criminalisation des élèves, SNU, classe défense, uniforme...) vise à l'embrigadement. L'École ne doit pas être un terreau aux idées réactionnaires et racistes. **La CGT réaffirme l'urgence d'un changement de cap pour construire une École émancipatrice pour tous et toutes.**

L'École rurale subit aussi la violence des politiques néolibérales et des logiques comptables : fermetures de classes, d'écoles, de collèges, sans aucun respect des populations qui voient le délitement du lien social avec la disparition des services publics jugés non rentables. **La CGT Educ'action s'engage dans la défense de l'École rurale.**

Dans la même logique, **Mayotte n'est pas seulement abandonnée par l'État. C'est aussi le laboratoire d'expérimentation de la dégradation des Services publics**, entraînant des crises en cascade conséquence d'une politique capitaliste et coloniale.

Les personnels précaires enseignant·es, ATSS, AESH et AED, qui vivent déjà l'arbitraire, le non-respect de leurs droits et la détérioration de leurs conditions d'exercice, pâtissent de l'austérité et souffrent du mépris institutionnel à leur égard. A l'appui de la grève menée par les AEd cette année, qui a conduit à des avancées, **la CGT Educ'action réaffirme sa détermination dans la construction du rapport de force, outil essentiel dans la conquête de nouveaux droits : statut, titularisation sans condition...**

Alors que la Sécurité sociale résiste encore aux attaques du capital après 80 ans d'existence, **nous rappelons notre attachement à cette conquête sociale, la nécessité de la défendre farouchement et de revenir à une Sécurité Sociale intégrale fidèle aux principes fondateurs.**

La CGT Educ'action appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à la grève jeudi 5 juin 2025 pour défendre la retraite à 60 ans, pour 37.5 annuités de cotisation, des moyens pour un Service public d'Éducation de qualité et les salaires. **Face aux enjeux de l'École, construisons des mobilisations d'ampleur et dans la durée.**

Guidel, le 23 mai 2025.